

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Campagne ouverte sur l'Europe

D EPUIS le début de la semaine, Giscard fait une tournée en Alsace. Il s'agit pour lui de lancer la campagne pour les élections européennes. Le choix de l'Alsace n'est évidemment pas dû au hasard. Au contact de l'Allemagne, cette région sert, pour le chef de l'Etat, en quelque sorte de preuve vivante que les Français, pour employer le langage de Giscard, n'ont rien à craindre de l'unité européenne, n'ont rien à craindre de l'Allemagne de l'Ouest que d'aucuns décrivent comme le grand méchant loup prêt à dévorer ses voisins.

Dans le discours qu'il a prononcé au cours de la première journée de son voyage, Giscard a tenu, même si c'est avec discrétion, à affirmer les ambitions que les capitalistes monopolistes français nourrissent et les espoirs qu'ils attendent de l'Europe.

« Ce que j'essaie de conduire, c'est une présence digne et influente de la France en Europe et dans le monde... On cherche quelquefois à faire peur à la France, peur de son avenir comme si c'était un pays qui n'était pas capable de prendre sa place dans la compétition internationale et l'organisation du continent ».

Sous ces paroles, perce la ferme volonté des monopoles français de jouer dans la concurrence acharnée que se livrent les monopoles leurs propres cartes qui ne sont pas négligeables et de prendre une bonne place dans la course aux profits. Dans des domaines tels que le nucléaire, l'aéronautique, etc., les monopoles français ont des atouts à faire valoir et l'Europe constitue pour eux une base de choix sur laquelle ils pourront s'appuyer afin de s'implanter sur le marché mondial.

Loin de vouloir se sacrifier aux profits des monopoles allemands, grâce à l'Europe, les monopoles français espèrent s'assurer de beaux jours. Ceci d'autant plus que la restructuration des secteurs en difficulté (qui s'est faite sur le dos des travailleurs) a assaini quelque peu leur situation et les mettent en meilleure position face à la concurrence.

Il est une question sur laquelle Giscard garde le silence le plus complet et où, pourtant, l'unité européenne revêt une importance particulière: il s'agit du danger de guerre que les superpuissances, mais surtout l'URSS, font peser sur la sécurité et la paix de l'Europe. Bien que constituée de pays impérialistes, l'Europe unie est un obstacle de taille à l'expansion de l'impérialisme soviétique. L'unité des pays européens générerait beaucoup plus les ambitions soviétiques qu'une mosaïque de pays isolés. De cette menace, de cette nécessité de l'Europe, Giscard ne parle évidemment pas. Or, cet aspect-là intéresse directement les peuples des pays européens.

Pour ces deux plans - la course aux profits sur le terrain de l'Europe, que les monopoles français font déjà payer cher aux travailleurs, comme sur le plan de la vigilance face aux menaces de mainmise qui pèsent sur l'Europe, venant en particulier de l'URSS -, notre journal mènera de son côté campagne: contre les Giscard-Barre, contre les monopoles français comme contre les deux superpuissances.

H. MAZERAU

D'accord pour les 35 heures, mais avec le même salaire

Ministres, dirigeants syndicaux, chef de partis : ils en parlent tous. Mais pour les patrons, le but est de faire faire le même travail en moins de temps pour un salaire moindre et c'est sur cette base qu'ils veulent en discuter



La grande bataille d'aujourd'hui c'est celle contre les licenciements et les restructurations, pour du travail pour tous.

(Photo HR)

Voir page 3

Vietnam et Corée du Nord

2 itinéraires opposés face à Moscou

Depuis que le Vietnam a signé un traité militaire avec l'URSS en novembre 1978, de nombreuses informations circulent sur l'utilisation des bases navales et aériennes du Vietnam par des navires et avions de guerre soviétiques.

UN pays comme le Japon dont les lignes maritimes d'approvisionnement passent non loin de la baie vietnamienne de Cam Ranh, (complexe militaire ultra-moderne le mieux situé de toute la côte) a protesté officiellement contre cette emprise soviétique sur les bases militaires du Vietnam. Les USA ont manifesté leur inquiétude.

Devant ces réactions, le ministère des affaires étrangères vietnamien s'est vu contraint de donner des explications.

L'ART DE JOUER SUR LES MOTS

Il a reconnu que des navires de guerre russes avaient accès aux ports vietnamiens mais a ajouté : « Le Vietnam n'abrite aucune base militaire étrangère et ne permet à aucun pays d'utiliser son territoire pour attenter à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'un pays tiers ».

C'est vraiment ce qui s'appelle « jouer sur les mots ». En effet, formellement les bases sont vietnamiennes, mais en pratique, ce sont des navires, sous-marins, porte-avions, avions de chasse soviétiques qui les utilisent.

Et il ne faut quand même pas oublier que le Vietnam est un pays en guerre. Ce n'est ni pour le plaisir ni pour la parade que des navires russes y débarquent des armes, des conseillers, des chars, depuis six mois !

Il faut vraiment prendre les gens pour des imbéciles pour oser affirmer que Mos-

cou n'utilise pas le Vietnam pour s'en prendre à l'indépendance d'un autre pays. Et le Cambodge, alors ? Et le Laos ? Et la Chine ?

Et les renforts vietnamiens qui viennent d'être amenés à l'ouest du Cambodge grâce à des avions soviétiques ? Et les rampes de lancement de missiles russes pointées sur la Chine et que les soldats chinois ont détruites au moment de leur riposte au Vietnam ?

Mais on comprend facilement pourquoi Hanoï s'obstine à nier l'indéniable : un pays membre du Mouvement des non-alignés n'a pas le droit d'octroyer de base militaire à un autre pays, à plus forte raison à une superpuissance, et on sait que le prochain sommet du mouvement approche... Hanoï veut éviter d'être condamnée.

DEUX VOIES OPPOSÉES

Au même moment, un journal anglais a annoncé que le port nord-coréen de Rajin serait devenu une base soviétique. Le démenti très ferme ne s'est pas fait attendre et il

semble difficile de le mettre en doute, d'autant plus que les liens entre la Corée socialiste et l'URSS se sont considérablement relâchés depuis quelques temps, en particulier depuis l'invasion du Cambodge par le Vietnam, soutenu par Moscou.

La Corée du Nord a aussi réaffirmé officiellement son soutien à la résistance armée cambodgienne. Le démenti coréen contient d'ailleurs une condamnation implicite de Moscou : « La République populaire démocratique de Corée est un pays socialiste digne et indépendant. Notre pays s'en tient fermement à l'indépendance dans tous les domaines, politique, économique et militaire. Nous nous opposons à ceux qui établissent des bases militaires dans les pays étrangers et empiètent sur la souveraineté des autres pays. (Souligné par l'Humanité rouge) Nous ne permettrons à aucun pays d'avoir des bases militaires chez nous ».

Corée-Vietnam : deux voies opposées, l'une vers l'indépendance, l'autre vers la soumission à l'égard de Moscou. Claude LIRIA



(Photo HR)

Le 28 avril, à Paris, interdiction de la manifestation de soutien au Cambodge.

Après la répression
dont il a été l'objet le 28 avril

Communiqué du Comité des Patriotes
du Kampuchea Démocratique en France

Continuer le soutien à
la lutte du Cambodge
pour l'indépendance

«L E Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France élève une protestation énergique contre les mesures brutales des forces de police prises à l'encontre des compatriotes, des amis laotiens, français et étrangers lors du rassemblement du 28 avril 1979 pour la manifestation condamnant l'invasion et l'occupation militaire du Kampuchea démocratique par le Vietnam et exigeant le retrait des envahisseurs vietnamiens hors du territoire du Kampuchea (...)

du Palais de Chaillot jusqu'au siège de l'UNESCO (...)

(...) A l'heure actuelle, les envahisseurs vietnamiens sont en train de violer l'indépendance nationale, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchea démocratique et de commettre des crimes d'une extrême barbarie à l'encontre du peuple innocent du Kampuchea, semant ruines et dévastations en application de leur stratégie consistant à tout massacrer, tout détruire, tout brûler en vue de réaliser leur sinistre rêve de « Fédération indo-chinoise ».

l'Union soviétique, s'obstine à y envoyer de nouvelles troupes d'agression (dont des troupes laotiennes) et menace ainsi gravement la paix et la sécurité des pays et des peuples dans cette région.

Face à cette agression, le peuple du Kampuchea tout entier, déterminé à mener la guerre de libération nationale, a vaillamment et puissamment contre-attaqué les envahisseurs vietnamiens et leur a infligé quotidiennement de lourdes pertes en forces vives et en matériels de guerre. Et la criminelle stratégie vietnamienne de « Fédération indo-chinoise » est en train d'échouer (...)

(...) Le Comité des Patriotes du Kampuchea démocratique en France est convaincu que la juste cause du peuple du Kampuchea bénéficie et bénéficiera du soutien de plus en plus actif de tous les pays et peuples épris de paix, de justice et d'indépendance dans le monde. Il est déterminé à poursuivre ses efforts pour dénoncer et condamner l'occupation du Kampuchea démocratique par les troupes armées vietnamiennes et pour développer et renforcer les liens d'amitié et de solidarité entre le peuple du Kampuchea et les peuples du monde, en particulier le peuple de France, dans la lutte pour le retrait total, immédiat et inconditionnel des troupes vietnamiennes hors du Kampuchea afin de laisser la nation et le peuple du Kampuchea régler eux-mêmes leurs propres affaires sans ingérences étrangères ».

Fait à Paris, le 5 mai 1979.

(...) Les prétextes invoqués par les autorités françaises constituent une atteinte à la liberté et à la démocratie si chèrement acquises par les pays et les peuples épris d'indépendance, de justice et de paix. Pourtant, le lendemain dimanche 29 avril, une manifestation organisée par des réfugiés vietnamiens eut lieu

La Chine propose
au Vietnam
de libérer les prisonniers
de chaque pays

L E gouvernement chinois vient de déclarer qu'il était « prêt à libérer et à rapatrier à tout moment tous les Vietnamiens capturés, mais il demande à la partie vietnamienne de libérer et de rapatrier simultanément tous les Chinois capturés ». Malgré le silence de Hanoï face à cette proposition, le gouvernement chinois a déclaré qu'il libérerait quand même un premier groupe de prisonniers vietnamiens le 19 mai. On sait aussi que la Chine a, pour la première fois depuis 1949, accepté une visite de la Croix rouge internationale dans les camps de prisonniers, ce que le Vietnam a refusé.

URSS

Il y a un an, le
physicien Youri Orlov
était condamné à 7 ans
de camp de travail

Il y a un an, le physicien soviétique Youri Orlov était condamné, au terme d'un procès truqué, à sept ans de camp de travail et cinq ans d'assignation à résidence. Pour simple délit d'opinion. Il s'était engagé pour la défense des droits de l'homme si souvent bafoué en URSS.

Y OURI Orlov est un physicien de haut niveau, mais on lui interdit maintenant de poursuivre ses recherches : il n'a même pas droit à avoir du papier blanc... Officier de l'armée rouge pendant la guerre de 1941-1945, membre du Parti

communiste soviétique, il militait pour la défense des droits de l'homme depuis 1973 et avait fondé le groupe de Moscou d'Amnesty International. Aussitôt, il fut licencié. En 1976, il devint secrétaire du « Groupe moscovite pour la surveillance de l'application des accords

d'Helsinki », avec dix autres personnes. Ce groupe se donnait pour but de « recueillir des plaintes écrites de citoyens soviétiques et de recueillir, avec l'aide de l'opinion publique, toutes autres informations sur les violations » des accords d'Helsinki signés en 1975 par le gouvernement soviétique.

Le 12 février 1977, Youri Orlov était arrêté et tenu au secret jusqu'à l'ouverture de son procès, le 15 mai 1978. Il dut se défendre seul — les autorités soviétiques ayant refusé la présence de l'avocat qu'il avait choisi. Il ne put citer aucun témoin. Son procès ne fut qu'une honteuse parodie de justice.

Depuis, il est incarcéré dans l'un des nombreux camps dont l'existence et les conditions de vie rappellent ceux, tristement célèbres, de l'Allemagne nazie.

Jean SCHUBERT

Solidarité des physiciens
français avec Youri Orlov

Rassemblement mardi
devant
l'ambassade soviétique

Un « Comité des physiciens français pour la défense de Youri Orlov » s'est constitué l'an dernier à Paris. Il a organisé plusieurs activités pour dénoncer l'incarcération du physicien soviétique. Mardi, il appelait à un rassemblement devant l'ambassade soviétique.

A son appel, 370 physiciens français ont signé, au printemps dernier, un engagement de « suspendre leur coopération scientifique personnelle avec l'URSS, sous toute forme officielle, en raison de la condamnation du professeur Youri Orlov pour délit d'opinion ».

Ce boycottage, décidé après consultation de savants soviétiques, s'est traduit dans les faits lors de plusieurs colloques internationaux.

Le Comité appelle aussi tous les physiciens à écrire à Youri Orlov (Moscou, outchr. 5110/1 VS Youri Fedorovitch Orlov) pour lui manifester leur solidarité et montrer au KGB (qui intercepte les lettres) « Qu'Orlov n'est pas oublié ».

J.S.

Au camp
n° 37
de PERM

« Orlov a terminé sa formation de tourneur il y a quelques semaines et il doit maintenant, en travaillant à son tour, atteindre la norme imposée. Pour l'instant, il n'y arrive pas. Il se fatigue beaucoup et manque de sommeil. A cause du travail physique épuisant et du régime pénible du camp, il lui est pratiquement impossible de continuer son activité scientifique (...)

La nourriture dans le camp est pratiquement dépourvue de vitamines, de protéines (viande) et de lipides (graisses); essentiellement, ce ne sont que des bouillies de gruau.

Dans l'atelier, il fait froid. Dans le dortoir également : le jour, 14 degrés; la nuit, 8 degrés. Dehors, il fait moins trente. En novembre, Orlov a eu deux fois la grippe. Dans ses lettres, il nous a demandé de lui apporter des chaussettes de laine, ses vieilles étant complètement usées. Le chef du camp nous a interdit de les lui transmettre, de même qu'un bloc de papier vierge indispensable pour la poursuite de ses travaux scientifiques : « Mais Orlov, vous n'êtes pas dans un sanatorium ! » remarqua le directeur administratif qui écoutait notre conversation.

Les détenus tombent malades surtout à cause des dures conditions morales. Beaucoup ne peuvent supporter la trop longue durée de leur réclusion et l'espoir de libération s'écroule sans cesse.

Maintenant, selon le nouveau règlement des camps, tout détenu qui subit une sanction soit en isolement punitif, soit dans une prison du camp, peut y être enfermé pour une durée illimitée ».

Témoignage d'Irina Orlova épouse de Youri Orlov

Hongrie : ça licencie

D ANS l'ouest de la Hongrie, à Győr, la firme Raba vient de licencier plus de cent ouvriers et employés, « leur travail étant devenu superflu ». Interrogé par le journal Magyar Nemzet sur ces licenciements, le directeur a déclaré qu'ils découlaient des récentes résolutions du gouvernement et du parti en vue de « renforcer la discipline dans le travail et d'augmenter l'efficacité et la productivité ». Notre meilleur économiste va-t-il devenir l'inspirateur des pays socialistes au bilan globalement positif ?

Grèce : grève
des fonctionnaires

E N Grèce, le taux de chômage est relativement faible comparé au reste de l'Europe, mais la hausse des prix devient par contre catastrophique, de l'ordre de 9 % depuis le début de l'année. Plus de 120 000 fonctionnaires viennent de se mettre en grève, notamment dans l'enseignement, pour de meilleurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail.

USA : le plan
anti-inflation de Carter
mal parti

L ES 8 500 ouvriers des douze usines de la société Uniroyal aux Etats-Unis viennent de se mettre en grève. Celle-ci est à replacer dans le cadre des actions menées par l'URW (syndicat américain des ouvriers du caoutchouc) contre les normes imposées par Carter en matière d'augmentation de salaires. Si Uniroyal accepte un compromis avec les travailleurs, cela renforcera la position de l'URW pour négocier le renouvellement des conventions collectives de la branche. Ce serait le coup de grâce au plan anti-inflation de Carter déjà mis à mal le mois dernier par le règlement du conflit des camionneurs.

Foyer Sonacotra de Garges-les-Gonnesse

« Nous resterons dans notre foyer »

C'EST la revendication formulée tout le long de la conférence de presse convoquée le 8 mai par le Comité de résidents du foyer Sonacotra de Garges, foyer menacé de fermeture.

Après avoir rappelé que le 28 mars le tribunal de grande instance de Pontoise décidait la fermeture du foyer à partir du 1er mai pour non-paiement des loyers. Le 26 avril, le tribunal de Gonesse pour la même affaire, annulait la plainte de la Sonacotra.

Alors, disent les résidents, comment comprendre pour la même affaire deux jugements contradictoires ? Si ce n'est que la fermeture a été décidée en haut lieu.

LE CONTRAT DE RÉSIDENTS : PIRE QUE LE REGLEMENT ACTUEL

A cette date, les projets de loi de Stoléro sur les nouveaux règlements des foyers, les « contrats d'hébergement » entrent en vigueur. Chaque résident devra signer un règlement intérieur dans lequel la grève est interdite, le résident devra accepter les hausses de loyer. S'il veut contester quelque chose, il devra s'adresser au Comité de résidents dont le président est d'office le directeur du foyer.

Ce contrat d'hébergement est pire que les règlements intérieurs actuels et aucune des revendications fondamentales pour lesquelles se battent les résidents (statut de locataire, suppression de gérants racistes, baisse de 100 F des loyers, liberté de circulation et d'expression) sont purement et simplement ignorées.

SE PRÉPARER A UNE INTERVENTION POLICIÈRE

C'est par le Parisien libéré que les résidents ont appris que la Sonacotra accordait dix jours de sursis avant l'évacuation par les forces de police du foyer. La Sonacotra aurait dit ça au cours d'une réunion faite par elle avec l'UD-95 et des représentants des deux foyers d'Argenteuil et de Bezons. Mais

les résidents ne considèrent pas les « bonnes paroles » de la Sonacotra et sont mobilisés contre une intervention policière qui peut se produire du jour au lendemain.

Les résidents appellent au soutien le plus large de la part des organisations syndicales et politiques quelles qu'elles soient, sur la base de leurs revendications et pour empêcher la fermeture du foyer.

LE SOUTIEN SE RENFORCE

Le soutien se développe. Depuis le 1er mai, des travailleurs français et des familles vivent avec les résidents et participent à la garde du foyer. Le contact a été pris avec les UD, les UL et sections syndicales du 95 et du 93 et le tract d'appel à la journée porte-ouverte du 19 mai a été diffusé en commun par les résidents, des membres du soutien et des syndicalistes à la porte de leur boîte. C'est la première fois que ça se fait dans le département.

DE QUEL CÔTÉ EST LA MAIRIE ?

La mairie de Garges, quant à elle, est venue au foyer mais a refusé de reconnaître la plate-forme des résidents pour proposer des négociations foyer par foyer avec la Sonacotra. Les résidents savent par expérience ce que c'est. Les résidents des foyers d'Aubervilliers, La Courneuve, de Chelles qui, sous ces pressions ont accepté de telles négociations, se retrouvent à payer l'arriéré de leur loyer, ce qui leur fait un double mois, sans compter la signature de ce fameux « contrat d'hébergement ». Les représentants de la mairie sont repartis en disant que « les résidents le regretteraient ». Cette menace ne peut que poser la question : mais de quel côté est la mairie ?

« Nous ne quitterons pas le foyer, nous n'avons qu'un domicile, c'est ici et si Stoléro emploie la violence, nous riposterons par la violence s'il le faut ».

Les résidents appellent à participer aux journées portes ouvertes du 19 et du 20 mai au foyer de Garges, 9, rue des Prieuses à Garges-les-Gonnesse.

Correspondant

D'accord pour les 35 heures mais avec le même salaire

LES trente-cinq heures, tout le monde en parle maintenant : gouvernements et ministres de toute l'Europe, syndicalistes aussi.

Parmi les travailleurs, qui, d'ailleurs, ne serait pas favorable à une diminution du temps de travail ? Personne... à condition que cela ne se traduise pas par une diminution des salaires, bien sûr ! Ils sont déjà bien assez maigres et rognés par toute une série d'augmentations : des prix, des cotisations de Sécurité sociale, etc. A condition aussi que cela ne se traduise pas par une aggravation des conditions de travail, des cadences, par la suppression des pauses, etc.

C'est bien là qu'est le problème. On pourra le voir

dans ces pages, la bataille a été rude au 38e Congrès de la CFDT sur ce point : la direction confédérale, montée en ligne pour défendre en fait le principe de la réduction du temps de travail avec diminution du salaire a perdu, face à la grande masse des délégués.

Comme disait récemment Ceyrac, « on est bien passé de 48 à 40 heures ». (Ce qui d'ailleurs, n'est malheureusement pas encore exact, et ne s'est, de plus, pas fait sans une lutte de grande ampleur)... Pourvu que le même travail soit assuré en moins de temps et pourvu que la masse salariale (ce qu'ils appellent les charges des entreprises) n'augmentent pas, ajoutait-il, on peut encore diminuer.

Schmidt, de son côté, en Allemagne, se dit d'accord... mais on connaît l'attitude

ferme, voire brutale, prise par le patronat et le gouvernement allemand face aux sidérurgistes en grève...

Boulin à son tour, devant des syndicalistes européens, réunir pour l'ouverture du congrès de la CES) en parle favorablement.

Voilà un ensemble qui donne à réfléchir. Car pendant qu'on va discuter un peu partout, à tous les niveaux, du temps de travail, pendant qu'on nourrit les travailleurs de l'espoir que cela pourrait régler le problème de l'emploi - ce que font certains dirigeants syn-

dicalistes et non des moindres - les plans de restructuration se poursuivront, avec leurs cortèges de licenciements, des conditions de travail aggravées. C'est déjà le cas dans la sidérurgie en France : voyez les accidents du travail survenus à Dunkerque ou Marlyck ces temps-ci.

Alors : oui aux trente-cinq heures sans diminution de salaire, oui à l'amélioration des conditions de travail et non aux cadences infernales, non à tout licenciement.

Gilles CARPENTIER

FOS-SUR-MER

Mobilisation accrue à la Solmer

Fos-sur-mer, correspondant

C E lundi à 9 h 30, l'assemblée générale regroupait 1 800 à 2 000 travailleurs.

Il y avait, bien sûr, ceux qui sont au premier rang de la lutte, mais aussi beaucoup d'autres. Le front des travailleurs Solmer grandit et forcit chaque fois que la direction manœuvre.

En lock-outant une deuxième fois les ouvriers, les patrons ne font que reculer eux-mêmes. En mettant encore deux délégués en mise à pied, ils n'ont fait que soulever une grande colère. Une seule et même voix puissante les a conquis « affameurs », et cette voix a clamé avec force ses revendications. « Non aux licenciements ! Non aux sanctions ! Nos 300 F ! Les 35 heures ! », mots d'ordre repris lors de la manifestation organisée aussitôt à Martigues. Au cours de celle-ci, les 800 à 1 000 travailleurs se sont assis sur le pont basculeur (au dessus du canal de Caronte qui

donne accès à l'étang de Berre) et lorsqu'on a vu se pointer trois cars de gardes mobiles, c'est un seul bloc qui s'est levé, le point tendu, clamant « CRS-SS » et entamant une puissante Internationale. Les flics ne se sont pas approchés et se sont cantonnés aux abords du commissariat. Si quelqu'un a été intimidé à cet instant, ce sont bien eux.

La manifestation s'est terminée dans les rues de la ville et, lors de la dispersion, on s'est promis « Demain, plus nombreux encore à Marseille ! ».

Dans la journée, des militants syndicalistes CGT et CFDT sont allés aux usines Naphtachimie de Lavera et à la gare de Fos-Coussoule expliquer la lutte Solmer, l'importance de cette lutte à tous les travailleurs.

Ce premier contact a été très fructueux et étendu dans tout le golfe de Fos et au-delà.

S'ils comptent s'appuyer sur la désunion, les patrons vont s'apercevoir durement de leur erreur.

Protestations après l'aggravation des peines des inculpés du 23 mars

LES protestations continuent à se développer après l'aggravation des peines prononcées le 10 mai par la cour d'appel à l'encontre des manifestants du 23 mars. Ceux-ci, nos lecteurs s'en souviennent peut-être, avaient été condamnés en flagrant délit à de lourdes peines de prison, sans la moindre preuve la plupart du temps. Le 10 mai, la cour d'appel avait aggravé ces peines, certainement sur intervention du ministère.

Les protestations contre ces condamnations proviennent, outre les partis politiques de gauche et des syndicats, surtout des lycéens, parents d'élèves et professeurs du lycée Paul Valéry à Paris, qui ont occupé une classe durant la nuit du 11 au 12 mai. Ils protestent contre la condamnation à 18 mois de prison, dont 10 avec sursis, de Gilles Deraisse qui est élève de ce lycée.

Un comité de soutien à un autre condamné, Philippe Duval, a effectué un certain nombre de démarches pour

la libération de ce dernier.

Le mardi 15 au matin, la chambre d'accusation s'est prononcée sur la demande de mise en liberté de Pierre Lamy qui n'a pas encore été jugé et qui est en prison depuis le début du mois d'avril : Pierre Lamy qui est non-violent, est accusé, sur témoignage de policiers, d'avoir roué de coups un gendarme le 23 mars. Un témoin dément totalement la version donnée par la police et affirme que c'est Pierre Lamy qui a été sévèrement maltraité par les forces de l'ordre. La section CGT de l'hôpital de Montreuil où il travaille a publié un communiqué de soutien où elle demande sa libération.

Enfin, Peyrefitte, ministre de la Justice s'est déclaré satisfait de l'aggravation des peines le 10 mai. Le « laxisme » des juges est une « notion périmée », a-t-il dit. Il est vrai que pour le pouvoir, il s'agit de faire des exemples plutôt que de tenir compte des faits.

HM

GISCARD EN ALSACE



Quand les dirigeants du PCF adorent ce que, hier, ils brûlaient !

Donc, le PCF veut l'union et même une union à la base, solide et agissante puisque celle au sommet des partis de gauche était surtout génératrice d'illusions et de démobilitation. C'est ce que dit Marchais aujourd'hui.

S'agirait-il d'un changement salutaire, d'une orientation nouvelle en faveur de la lutte révolutionnaire contre les exploités ? On peut se poser la question tant il est vrai qu'il s'agit d'un langage nouveau de la part des dirigeants du PCF. Qu'on se souvienne.

68 : CONTRE L'UNION A LA BASE

Il y a 11 ans, des millions de travailleurs se dressaient dans un formidable mouvement contre le pouvoir. Un mouvement populaire comme on n'en avait pas vu depuis longtemps. Est-ce qu'on trouva en ce mois de Mai 68 un parti révolutionnaire pour prendre la tête de ce mouvement, le guider

vers un succès, lui épargner des fausses routes ? Non. On trouva le PCF actif non à construire et animer l'union à la base, mais à l'empêcher. Empêcher le contact entre la jeunesse révoltée et la classe ouvrière, cantonner les travailleurs dans des usines occupées qui isolaient le lieu de leur isolement. Le PCF, acharné à combattre, non contre le pouvoir, mais contre le « gauchisme » promu au rang d'« ennemi principal ». Tout cela pour tirer quelle leçon ? Eh bien tout simplement que ce qui avait manqué en 1968 c'était un union avec les partis bourgeois : une alliance au sommet de la gauche. Et cette alliance, le PCF la mit sur pied avec opiniâtreté.

ET PENDANT L'UNION DE LA GAUCHE

Pendant tout ce temps, de la lune de miel avec Mitterrand, d'union à la base il n'était pas question. Faut-

il rappeler la mort de l'ouvrier Pierre Overney qui vit Marchais se solidariser avec les tueurs ?

Faut-il rappeler l'opprobre dont les LIP furent accablés ?

Les dirigeants du PCF les accusaient alors de jusqu'au-boutisme quand ils refusaient les plans de licenciement. Et justement, l'union à la base qu'on pratiquait si bien à Palente suscitait les foudres du PCF qui y voyait on ne sait quelle manifestation de cette autogestion qu'il combattait alors comme le diable.

APRES L'ÉCHEC : VERS DE NOUVELLES AVENTURES

Faut-il rappeler enfin l'année qui précéda les élections durant laquelle les dirigeants du PCF se transformèrent en chantages d'un calme social qu'ils présentaient propice à l'écllosion d'une majorité électorale. La modération dans les luttes était

devenue leur mot d'ordre au moins officieux, surtout n'effrayez pas les bourgeois !

Mais toutes ces précautions douteuses n'empêchèrent pas la faillite de l'union de la gauche et un an après son échec avéré. On nous parle d'union à la base. Une union pour quoi faire ? Pour lutter contre les licenciements, la remise en cause de tous les acquis par le patronat et le pouvoir ? Pour mettre en échec cette politique de Giscard-Barre qu'auparavant on a laissée courir sous prétexte que le succès du programme commun réglerait tout ?

C'est ce qu'affirme la résolution. Mais pour Marchais, c'est surtout l'union contre une Europe chargée d'autant de maux que le PCF en dénonce moins dans le capitalisme. C'est une union pour rééquilibrer la gauche au profit du PCF qui reste accroché à la même stratégie d'Union de la gauche qui a déjà conduit les travailleurs à l'impasse.

Pierre MARCEAU

SOUSCRIPTION

40 millions pour fin juin

«Qu'encore plus de travailleurs puissent le lire»

Chers camarades,

Je vous adresse 500 F de souscription dont 10 F d'un ouvrier du Joint Français.

Le journal s'est nettement amélioré depuis la rentrée de septembre 1978. Nous devons continuer dans cette voie, de même pour le bimensuel.

Il serait souhaitable évidemment qu'en plus de travailleurs puissent le trouver, l'acheter et le lire.

Nous sommes encore insuffisamment connus aussi je pense qu'il faut saisir tous les moyens.

Un exemple : les affiches centrales sont signées maintenant PCML. Ne pourrait-on pas ajouter « et son journal l'Humanité rouge » car :

- D'une part, beaucoup ne font pas la relation entre les deux et certains ne nous connaissent que sous le nom d'Humanité rouge, les années dernières.

- Cela permettrait de profiter des collages pour faire connaître le journal et de ne pas être obligés de refaire des collages uniquement pour le quotidien ce qui finalement doit revenir cher (affiches, colle, essence qui augmente, temps...)

Ceci n'est peut-être pas grand chose mais additionné au reste, peut élargir la vente et donc la souscription...

Amitiés,
Un camarade.

Une puissante aspiration : l'union contre l'offensive du pouvoir

«UNION à la base», tel est le mot d'ordre qui ressort du 23e Congrès du PCF.

Et l'on serait tout prêt de s'en réjouir. Sincèrement. En effet, à quoi peut aspirer aujourd'hui la classe ouvrière sinon à s'unir. Victime des multiples divisions qu'organise en son sein le patronat, empoisonnée par les polémiques sectaires qui font s'opposer les militants d'un parti de gauche à ceux de l'autre, paralysée et entravée dans sa lutte par les querelles et les rivalités qui animent les directions syndicales, la classe ouvrière en a soupé des divisions.

Celles-ci constituent autant de brèches par lesquelles le patronat et le pouvoir s'engouffrent pour faire trinquer toujours plus brutalement les travailleurs. Tant et

si bien que l'union, on la veut pour être fort, pour faire face.

Sans nul doute, les aspirations des travailleurs et des militants du PCF auront joué un rôle notable dans certaines des modifications apportées au projet de résolution discuté par les militants pendant plus de trois mois.

C'est ainsi que Charles Fiterman déclarait dans le rapport de la Commission de la résolution : « Répondant à la demande exprimée par de nombreuses conférences fédérales, nous vous proposons de préciser et de renforcer sensiblement dans le projet de résolution la caractérisation de la politique giscardienne dans ces différents domaines, en lui donnant le sens d'un appel à lui opposer la riposte la plus résolue, la plus combative ».

Il se croyait obligé d'ajouter : « ... Nous assistons dans la dernière période à des développements nouveaux de la politique giscardienne », comme si le plan Barre et l'offensive sans précédent du pouvoir contre les travailleurs dataient d'hier. Il est vrai que le projet de résolution tendait à prendre pour cible privilégiée — et de loin ! — non pas le patronat et le gouvernement français auxquels s'affronte la classe ouvrière, mais l'Europe allemande. Une série d'amendements ont également exigé que figure expressément dans les textes la « priorité donnée à l'union à la base, à l'union dans l'action ».

La résolution reprend donc dans une certaine me-

sure les aspirations que partagent, avec l'ensemble des travailleurs, les militants du PCF sur l'union à la base et dans l'action contre le gouvernement Giscard-Barre.

Certes, les dirigeants du PCF veulent utiliser ces aspirations pour « rééquilibrer la gauche » à leur profit sans rien changer à une stratégie d'union de la gauche, qui ne conduit les travailleurs qu'à l'impasse. Quant à nous, nous continuerons à travailler aux côtés de nos camarades du PCF à unir la classe ouvrière dans la lutte contre le gouvernement Giscard-Barre et pour sortir de l'impasse des partis de gauche, pour des changements durables que seule peut apporter la lutte classe contre classe.

Nord, correspondant

Le jeudi 10, à Lens, les organisations syndicales des Houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais CGT, CFDT et FO se sont rencontrées pour faire le point sur la situation. Le capitalisme a condamné à mort le bassin minier parce que celui-ci a cessé d'être rentable du point de vue étroit du profit maximum. Hémorragie des emplois puis le blocage de l'emploi préfigurent l'élimination de cette industrie de base occupant 35 000 personnes dans la région. Les mineurs, et avec eux toute la population labo-

Mineurs du Nord : vers la grève générale illimitée !

rieuse du pays minier, violemment frappés par le chômage, refusent la fermeture des puits et les licenciements. Ils demandent également :

- Le rattrapage des salaires miniers du Nord-Pas-de-Calais par rapport aux autres bassins, la réduction de la durée du travail (suppression des samedis travaillés, 5e semaine de congés payés), la compensation des pertes de salaire et du temps de transport pour les mutés ainsi que l'amélioration des avantages en nature.

- L'ouverture d'une embauche active dans les mines, notamment pour les jeunes, l'amélioration du

système de pré-retraite pour les anciens mineurs et les handicapés physiques (dans le strict respect du volontariat et sur la base de la garantie de leurs ressources).

- La suppression des contrats et la garantie d'embauche au statut du mineur pour les travailleurs marocains qui, aujourd'hui, sont 5 000 à être employés dans les mines de la région.

Les organisations syndicales ont décidé de frapper un grand coup pour obtenir la satisfaction des revendications des mineurs. Une « opération-vérité » va être lancée pour prouver que le charbon existe et qu'il y a une abondante main-d'œu-

vre, notamment de jeunes.

La CGT, la CFDT et FO ont appelé tous les mineurs à se prononcer par un vote à bulletins secrets sur une action de grève générale et illimitée dès le 21 mai. D'ores et déjà, l'unité syndicale, ainsi réalisée, est prometteuse de succès. Voici donc une nouvelle lutte pour l'emploi qui va éclater dans le Nord, mêlant fraternellement travailleurs français et immigrés dans le même combat.

Le PCML saura prendre ses responsabilités et apporter son appui militant à cette bataille pour « du travail pour tous dans les mines ! ».

Rémi DAINVILLE

A propos du 23e congrès, un important article de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML paraîtra dans une édition prochaine. Passez vos commandes

DANS L'ACTUALITE

Journée de solidarité avec les sidérurgistes organisée par le PCML à Fameck (Lorraine)

Accents du Nord, du Midi, de Lorraine, du Maghreb mêlés pour l'unité

Extraits des interventions

Fameck : journée de solidarité, de rencontres entre militants impliqués à fond dans les grandes batailles de classe d'aujourd'hui.

Sidérurgistes, bien sûr, frères immigrés résidents dans ces foyers où les exploiters prétendent les entasser dans des conditions inadmissibles, travailleurs de la navale, etc. Accents du Nord, du midi, de Lorraine, du Maghreb, mêlés pour l'unité, pour la solidarité.

Voici quelques extraits d'interventions prononcées lors du meeting central, après les forums, que nous relatons brièvement (nous rendons compte de celui, riche et important, sur la sidérurgie dans notre prochaine édition bimensuelle). Interventions prononcées devant une salle comble, à la fois attentive et enthousiaste, à la fois consciente des conditions difficiles de la lutte aujourd'hui et confiante dans l'avenir, tout comme leurs frères et camarades parlant devant eux.

Gilles CARPENTIER

Robert Giovanardi, militant syndicaliste CFDT d'Usinor-Longwy

A PRES avoir apporté son « soutien particulier » aux travailleurs immigrés des foyers Sonacotra « qui se bagarrent contre la répression, l'injustice, le racisme et la discrimination » et après avoir souligné que la classe ouvrière, ce n'est pas seulement les sidérurgistes, Robert Giovanardi a posé cette question : « Où en est la lutte à Longwy ? Après toute une période très dynamique et après le maintien de la décision du patronat et du gouvernement, il y a eu une grève des aciéristes qui a duré 15 jours et sur laquelle il faut bien le dire, nous n'avons pas abouti à un succès, mais l'heure n'est pas au pessimisme, au contraire. »

Nous sommes en train de tirer le bilan de cette lutte des aciéristes et déjà de nombreux travailleurs sont en recherche d'une action pour poursuivre toutes celles qu'on a menées. Et nous savons que nous avons encore toute l'année qui vient pour nous opposer au plan de démantèlement et aux suppressions des 7 500 emplois au niveau du bassin de Longwy.

Et nous avons le ferme espoir de continuer cette lutte et de gagner ».

Jean-Paul Stern militant syndicaliste CFDT à Sollac

« **C** AMARADES, jusqu'à présent, on a l'impression que les camarades de Sollac ou de Sacilor ne sont pas dans le coup. Ce que je voudrais dire, c'est qu'actuellement, il y a des

militants qui passent des heures et des heures sur le terrain à essayer d'amener le maximum de travailleurs à prendre conscience et nous aussi, comme le disait tout à l'heure le camarade Robert, nous avons l'espoir d'amener l'ensemble des travailleurs de Sollac-Sacilor un de ces jours, peut-être d'ici quelques semaines, à passer à une riposte massive pour empêcher les patrons de la sidérurgie, les patrons du groupe Sacilor d'appliquer leur plan de démantèlement. »

Ce que je voudrais dire aussi, camarades, c'est que dans le groupe Sollac-Sacilor, il y a une répression intensive contre les militants qui se mettent en avant et qui refusent le plan de restructuration, et en particulier des militants de la CFDT (...).

Un militant de la CGT d'Usinor-Denain

I L rappelle entre autres que la violence des CRS à Denain, non seulement contre les sidérurgistes mais aussi contre la population, a ouvert les yeux à bien des travailleurs qui n'ont pas craint de riposter, puis il conclut : « Demandons à nos responsables syndicaux de lancer un mouvement dans toute la sidérurgie. A partir d'aujourd'hui, l'acier ne doit plus couler en France, ce serait un moyen de faire reculer le patronat et le gouvernement, un moyen d'unité entre Denain, Dunkerque, Longwy qui doivent rester solidaires ».

Un délégué des foyers Sonacotra de Metz

I L parle d'abord en arabe pour les nombreux travailleurs immigrés présents au meeting et qui ne comprennent pas le fran-

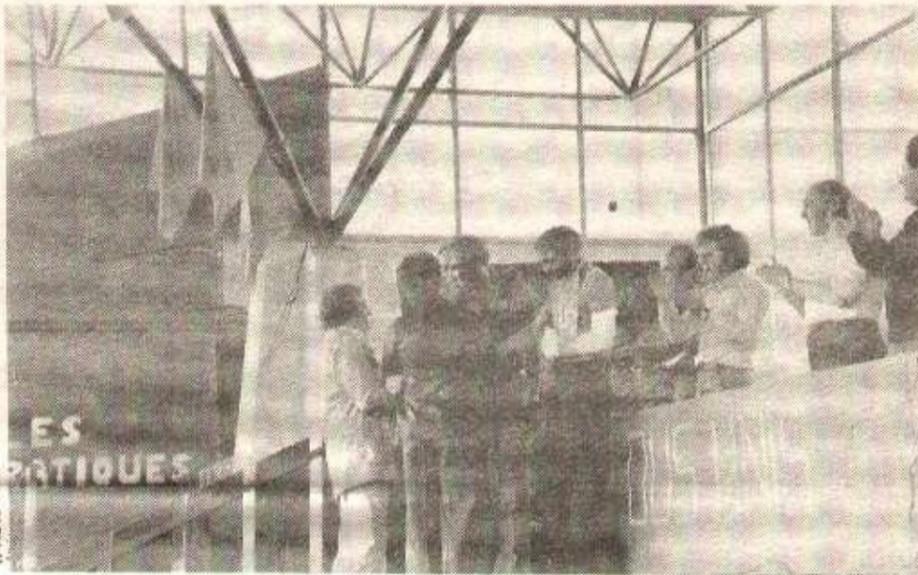
çais. Puis, dans un grand souci de bien faire comprendre les motifs de leur lutte, il poursuit : « On lutte aujourd'hui comme dans la sidérurgie, c'est pareil, c'est la même lutte (...). On ne demande pas de loger gratuit, comme le prétend la Sonacotra. Dans les journaux, la Sonacotra dit qu'on veut loger gratuit ; il y a des camarades quand ils lisent le journal, ils disent : « Les immigrés, ils veulent loger gratuit ». C'est pas vrai, on ne veut pas loger gratuit, on veut payer le prix justifié (...). »

Aujourd'hui, je dis aux camarades français : notre lutte c'est la même lutte, comme dans la sidérurgie comme aux foyers. Pour lutter aujourd'hui, mes camarades, on ne peut pas lutter à cinq personnes, c'est pas vrai. Pour démolir un mur, tu ne peux pas le démolir avec cinq personnes dans une seule journée, c'est pas vrai. Il faudrait des milliers de personnes pour démolir ce mur dans la journée. Et là, pour qu'on arrive à lutter, il faut qu'on soit ensemble. »

J'espère que mes camarades, on se comprend et qu'on sera tous ensemble, Français et immigrés. Ensemble, la même lutte, le même chemin, la lutte, la lutte jusqu'à la victoire. Vive la classe ouvrière, vive l'unité des travailleurs Français-immigrés. So-so-so Sonacotra cèdera ». (La salle reprend en chœur).

La solidarité, oui elle existe, mais il faut la réveiller

L A solidarité des luttes, c'est l'un des quatre thèmes des forums de discussion. Un délégué CGT de la CFCE de Reims, filiale de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, parle de la grève actuelle contre la répression et les licenciements dans cette boîte, puis rapidement, le débat va se porter sur la solidarité indispensable pour la victoire de toute lutte, cette solidarité qui montre qu'on n'est pas seul et qu'on a raison de se battre. La solidarité des autres travailleurs, oui, elle existe mais il faut la réveiller. C'est la fatalité qu'il faut combattre ou encore comment agir dans les syndicats pour que cette question du soutien soit prise bien sou-



Des travailleurs de la Navale, de la Ciotat remettent à deux sidérurgistes, militants syndicalistes à Usinor-Longwy et à Sollac, une liste de 1 500 signatures de travailleurs de la Navale exprimant leur soutien à la lutte des sidérurgistes. Un témoignage concret et émouvant de solidarité.

Un représentant de la Sotracomet occupée

« **J** E viens vous apporter le salut des travailleurs de la Sotracomet. Pour eux, la lutte dure déjà depuis plusieurs mois. »

(...) Je vais essayer d'être bref. Ce que je peux vous dire, c'est que les travailleurs de la Sotracomet ont bien confiance dans la lutte. Pour eux, la lutte continue. Et dans toutes les entreprises, la lutte unie des travailleurs dans leurs organisations, les organisations qu'ils se sont données, elle est bien possible et elle pourra aller jusqu'à la victoire ! ». La salle entonne : « So-so-so solidarité ».

Des travailleurs de la Ciotat, membres de la CGT et de la CFDT

« **D** E notre délégation, personne n'était jamais venue en Lorraine. Et de voir ces usines, les unes contre les autres et où on nous disait : « ben, celle-là elle a fermé, celle-là, on licencie, dans celle-là, on va bientôt licencier », on ne pouvait s'empêcher de penser en voyant ces usines l'une contre l'autre : « les patrons ne pourraient pas faire ça si la classe ouvrière était unie et s'il y avait beaucoup plus de solidarité ».



Côte à côte dans la salle, Français et immigrés pour l'unité de la classe ouvrière.

Après avoir expliqué l'attaque du patronat dans la région de Marseille, il conclut : « C'est pour ça que je vais terminer ici mon intervention en disant qu'on est dans la même situation que vous et on ne peut répéter qu'une chose : solidarité ».

Sont intervenus égale-

ment des ouvriers de la CFCE de Reims, en lutte contre les licenciements, un travailleur des transports de Dunkerque (Sado) en grève depuis deux mois, un militant ouvrier de l'Alstom St-Ouen, ainsi qu'un camarade du PCRml au nom de la section Moselle du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste).

L'unité Français - Immigrés

Un chemin long et difficile

D ANS la salle trop petite, on se serre les coudes. Debout ou assis, on parle ici de l'unité Français-immigrés. La division, sur quoi elle repose ? L'idéologie colonialiste créée par l'impérialisme français n'est pas morte ; les manœuvres des exploiters pour diviser ceux qu'ils exploitent ne sont pas finies non plus ; au contraire... Quelques témoignages en montrent avec précision de nombreux aspects. Et les nouvelles mesures que prennent déjà patronat et gouvernement contre nos frères immigrés et qu'ils veulent légaliser sont un coup qui frappe, en fait, toute la classe ouvrière. C'est bien d'ailleurs une unité de classe, une solidarité de classe qu'il s'agit de construire dans des conditions concrètes, à la fois bonnes - les travailleurs français sont aussi frappés, on le voit dans la sidérurgie, et les luttes des sidérurgistes et des résidents immigrés en grève des loyers dans leurs foyers s'épaulent et se confondent - et aussi mauvaises : le parti communiste des années 30, quand se formaient les or-

ganisations nationales des peuples colonisés par l'impérialisme français et les puissants rassemblements d'immigrés en France (Étoile nord-africaine...), ce parti communiste qui menait de grands mouvements de solidarité n'est plus. Il faut reconstruire cette solidarité, cette unité, pas à pas. Notre Parti communiste marxiste-léniniste qui se bat pour cela est bien petit (on le voit à la dimension de ce rassemblement à Fameck, qui est la voie à suivre, mais imagine-t-on ce que pourrait faire un parti comme le PCF avec ses 700 000 membres, s'il était encore communiste ?).

Sur ce chemin long et difficile, c'est aussi et d'abord sur eux-mêmes que doivent compter nos frères immigrés. Le Comité de coordination, qui mène la lutte dans les foyers immigrés depuis près de cinq ans, n'en est-il pas un exemple ?

Beaucoup de questions abordées dans ce forum auquel notre secrétaire général, Jacques Jurquet, apportait toute la richesse de son expérience.

G.C.

L'HUMANITE ROUGE - Mercredi 16 mai 1979

38e CONGRES DE LA CFDT

Continuer la lutte pour une action syndicale de masse

Le 38e congrès de la CFDT s'est terminé samedi 12 mai par le vote des motions d'actualité et le choix des congressistes pour que le CFDT quitte la CMT. Jusqu'à la fin, et malgré le départ échelonné des délégués qui a perturbé la fin du congrès, les débats ont été vifs. Ils ont reflété les nombreuses interrogations des militants présents, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises. Certes, la direction a été réélue et garde une majorité (57% sur le rapport d'activité), mais c'est une majorité arrachée, une majorité qui ne va pas sans contestation dans ses propres rangs. C'est ce qu'ont montré les votes sur la charte financière par exemple (l'augmentation des cotisations est repoussée à 1982) et sur la campagne des 35 heures (où le congrès s'est prononcé contre la perte de salaire). Un congrès qui pose beaucoup de questions mais qui n'arme pas les militants dans leur lutte quotidienne.

Samedi 11 h : les premiers délégués montaient dans les cars pour rejoindre leurs régions. A quoi pensaient-ils ces délégués ? Si certains, à Montparnasse, se mirent à chanter l'Internationale pour entrer dans le hall de la gare, à la grande surprise des gens, cela cachait mal les profondes interrogations de tous ceux et toutes celles qui ont pu participer à ce congrès. Ne nous trompons pas : en réalité, il n'y a pas eu d'un côté les 57% qui ont approuvé la direction confédérale et le reste qui s'est opposé au rapport d'activité. La réalité est de loin plus complexe, plus grave pour la direction confédérale, car ceux-là mêmes qui ont approuvé l'orientation confédérale, qui, dans les premiers jours, étaient persuadés que le fonctionnement démocratique de la CFDT était « au-dessus de tout soupçon », sont repartis avec beaucoup d'interrogations.

LA DIRECTION CONFÉDÉRALE ARRACHE LA MAJORITÉ

La direction confédérale est pleinement consciente de cette situation. Cela s'est traduit par l'affolement de certains dirigeants confédéraux qui, au bout de deux jours de congrès, ne savaient plus si la majorité serait du côté de l'orientation confédérale ; cela s'est traduit par les multiples pressions sur certains journalistes (comme l'a fait, par exemple, Granger de la FGM) ; cela s'est traduit aussi par le forçage des permanents confédéraux présents : il fallait reprendre en main les délégations, les fédérations, les permanents, mêmes les porteurs de mandats de vingt voix. C'est dire leur panique. Leurs arguments sont toujours les mêmes : il faut tenir compte de l'apport

direction confédérale sur la compensation intégrale des réductions d'horaire. Il fallait voir l'enthousiasme de la salle face à la tribune paralyse dont les membres représentant la confédération subissaient l'acclamation des résultats des votes. La direction avait mis tout son poids pour refuser le vote en deux parties de l'amendement et elle avait subi un premier camouflet. Elle était montée à nouveau en première ligne pour imposer la compensation négociée selon le rapport de force. Les délégués lui ont alors imposé la compensation intégrale des réductions d'horaire. La saveur des acclamations avait un goût amer pour la direction. D'ailleurs, les applaudissements de ses représentants à la tribune ont souvent été à contre-temps du chœur des délégués.

Ce désaveu politique est une victoire politique importante pour toutes les sections syndicales, syndicats, délégués, militants qui, depuis le premier plan Barre, luttent pied à pied contre les restructurations et exigent : « Pas un seul licenciement, du travail pour

du congrès, même en cas de mandat impératif, il n'y a pas d'alternative, etc. Le désarroi était tel que Michel Rolant a pu s'en prendre à des responsables de fédération. Les discussions des permanents confédéraux au bar portaient sur une seule question : comment remettre de l'ordre dans l'organisation, comment mettre au pas les organisations CFDT qui ont voulu conjuguer l'ampleur du débat qui anima Mai 1968 au débat du congrès CFDT de mai 1979 ?

LES QUESTIONS QUI SE POSENT

Dans les mois à venir, la direction CFDT va-t-elle faire des concessions à ces interrogations critiques exprimées par les interventions de nombreux délégués, qu'ils aient appelé à soutenir le rapport d'activité ou à le combattre ? Telle est la question qui se pose dans la CFDT.

Les congrès locaux, régionaux et fédéraux qui vont se tenir seront significatifs de l'attitude que prendra la direction confédérale.

Le 38e congrès a fait ressortir trois questions essentielles qui sont à l'origine des interrogations de l'ensemble des délégués :

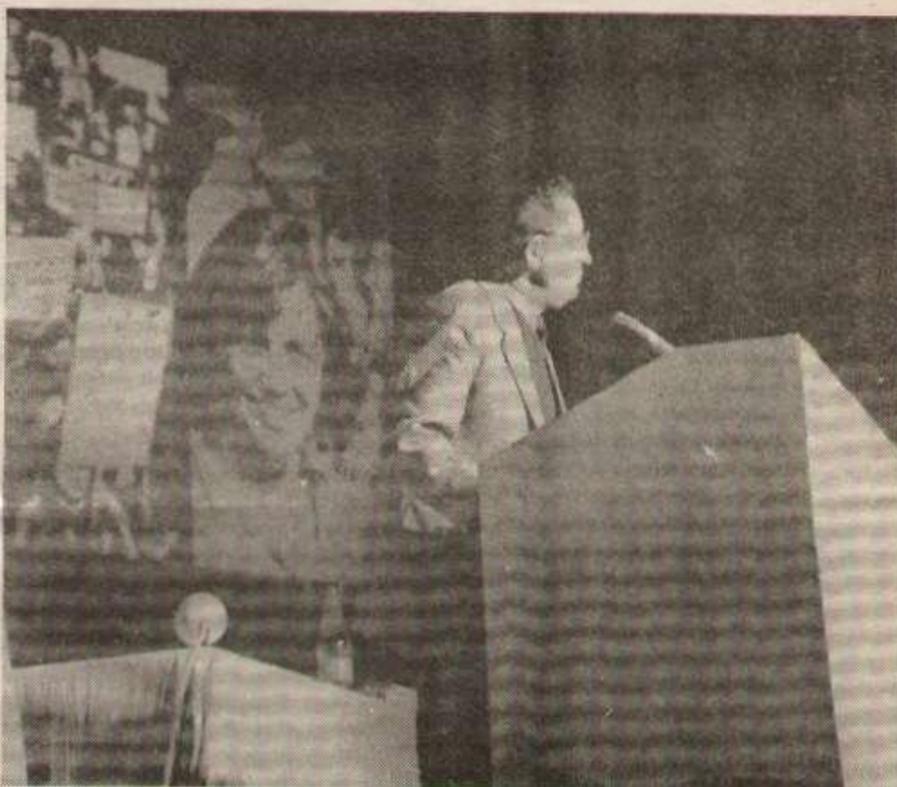
— Le socialisme pour lequel nous luttons nécessite-t-il une rupture avec le capitalisme et quelle est la nature de cette rupture ?

— Que va être la ligne d'action de la CFDT dans les jours à venir ?

— La démocratie au sein de l'organisation.

UNE MAJORITÉ QUI PEUT FAIRE FAUX BOND

Le fait politique le plus important dans la discussion des résolutions, c'est la mise en minorité de la



Maire, une majorité à l'arrachée.

tous, 35 heures sans perte de salaire ». Cette victoire (15 106 contre 8 624 mandats, soit 61% des voix) montre que la majorité de 57% est, en réalité, une majorité arrachée et qui peut très bien faire faux bond à la direction confédérale.

CONTINUER LA LUTTE SYNDICALE DE CLASSE

D'abord garder confiance dans la lutte de classe, œuvrer à l'unité de la classe ouvrière, lutter contre les licenciements, développer la solidarité, défendre pied à pied les intérêts économiques et politiques des travailleurs. Dans les syndicats, il faut redonner aux adhérents leur rôle fondamental, développer la démocratie syndicale, s'opposer à toutes ces manœuvres qui déshonorent le mouvement ouvrier et ne visent qu'à

exclure, suspendre, à la grande joie du patronat et de la bourgeoisie. Même si le fait qu'à la direction de la CFDT, on peut devenir secrétaire-adjoint de la confédération tout en étant le plus mal élu du bureau national (comme c'est le cas de Chêrèque), engendrer l'écartement, voire des

tendances antisyndicales, notre tâche demeure la même : mener la lutte de classe, arracher les ouvriers à l'influence du réformisme, développer une action syndicale de classe conforme à la lutte pour le socialisme, à la solidarité internationale, à l'indépendance ! Charles MALLOIRE

Le Comité Central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste salue les délégués au 38e Congrès de la CFDT

Extrait du tract diffusé le vendredi 11 mai.

(...) Ce 38e congrès est important car la CFDT doit jouer un rôle important pour développer le rapport de force et parvenir à mettre en échec cette attaque de Giscard-Barre :

— Pour œuvrer à l'unité des travailleurs. Ceux-ci sont aujourd'hui terriblement divisés. Jamais leurs rangs n'ont été aussi dispersés, isolés et inégaux. La division, c'est une arme du capital.

L'unité c'est l'arme de la classe ouvrière. Elle se conquiert dans la lutte contre le capital, en surmontant les différends et les malentendus. C'est l'unité dans l'action de ceux qui travaillent et des chômeurs, l'unité de ceux de Dunkerque et de Fos, où les barons de l'acier réalisent de gigantesques profits et ceux de Denain et de Longwy condamnés par l'attaque du pouvoir, l'unité des sidérurgistes et des autres branches touchées par les licenciements, c'est la solidarité de tous les travailleurs avec ceux qui sont le plus touchés et aujourd'hui en premier lieu les sidérurgistes.

— Pour lutter contre tout licenciement. Dans toutes les entreprises touchées par la vague de licenciements, l'unité se construit autour du mot d'ordre : Du travail pour tous. Pas un seul licenciement. On ne négocie pas les licenciements, on les refuse. Si le chômage est inévitable en système capitaliste, il n'empêche que dans chaque cas, des luttes peuvent être victorieuses contre tout licenciement, comme cela a été le cas récemment à Ericsson-Brest.

— Pour développer la solidarité. Les licenciements massifs des sidérurgistes du Nord et de l'Est sont une attaque contre l'ensemble des travailleurs. Ceux qui sont menacés à Denain et Longwy ont besoin de la solidarité de ceux qui travaillent à Dunkerque et à Fos :

Denain, Longwy, Dunkerque, Fos, solidarité
Ils ont besoin de la solidarité de tous les travailleurs :

Tous unis autour des sidérurgistes
C'est la solidarité des chômeurs et des actifs, des Français et des immigrés qui forment une seule classe ouvrière, c'est la lutte contre la répression, pour défendre nos droits et libertés démocratiques, le droit de grève et de manifestation.

C'est pourquoi nous souhaitons plein succès au 38e congrès CFDT pour que celle-ci soit toujours mieux et plus une organisation de classe et de masse anticapitaliste, dont les travailleurs ont besoin pour leur lutte.

Le comité central du PCML

La CFDT et les femmes

La question des femmes a fait une entrée que la direction confédérale a voulu remarquer, mercredi après-midi dans le congrès. Une longue intervention « sur les travailleuses », faite par Michel Rolant, secrétaire national, responsable du secteur économie et emploi, a interrompu la discussion générale. Une intervention qui a rendu d'autant plus remarquable la très faible présence des femmes parmi les délégués (140 sur 1 360). « Normal », a précisé Jeannette Laot à la conférence de presse qui a suivi, les femmes sont souvent exclues des responsabilités syndicales, elles sont rarement, du fait de leur double journée de travail, secrétaire de section. Avec la limitation du nombre de délégués cette année, elles sont donc moins nombreuses.

Jusqu'ici, ce qui concernait les travailleuses dans les résolutions de congrès était adopté sans véritable débat, à l'unanimité mais dans l'indifférence... avant de tomber dans l'oubli ».

C'est, par cette argument que la direction confédérale se justifie de mettre les pleins feux sur les problèmes des femmes et de choisir cette procédure exceptionnelle.

Les revendications spécifiques des femmes trouveront-elles un meilleur écho dans la CFDT, à la suite du congrès comme le souhaite Michel Rolant ?

Son intervention voulait visiblement plus « éduquer » les militants que les mobiliser, et beaucoup de délégués ont du se sentir en porte à faux sur la question d'autant plus que sur les 31 membres de la direction élue, Jeannette Laot est toujours la seule femme.

Au contraire, la dizaine de déléguées qui sont intervenues dans le débat général (sur 91 interventions), se sont souvent faites remarquer par la fermeté et la volonté de lutte qu'elles exprimaient. C'est là certainement une perspective plus riche et plus efficace pour que le syndicat donne aux femmes la place qui leur est due.

SOGECAN A VAUVERT (GARD)

Pour des augmentations de salaire, grève suivie à 99%

Communiqué du syndicat CGT de l'usine Sogecan de Vauvert (ex-Pont-à-Mousson) dans le Gard

Le 25 avril 1979, par lettre des syndicats CGT et CFDT, la direction de l'usine était contactée pour une négociation dans les plus brefs délais, portant sur : 10% d'augmentation sur le salaire de base à tout le personnel, une prime de poste, une prime équivalente à un panier à tous les postes, amélioration des conditions de travail, suppression du personnel intérimaire par l'embauche d'une dizaine de personnes.

La direction a convoqué une première fois les syndicats pour une négociation le vendredi 4 mai où elle a proposé « à l'appréciation du chef de service » de 0 à 3% sur le salaire de base à l'exclusion des employés, administratifs et agents de maîtrise.

Devant une telle attitude, les travailleurs ont décidé de cesser le travail du vendredi 4 mai à 22 heures au dimanche 6 mai à 6 heures. Ils ont donné un coup de semonce que n'a pas pris en considération la direction de l'usine et la direction générale puisque le mercredi 9 mai, à la réunion du comité d'établissement, elle propose de 0 à 5% et rien sur les autres points.

Après information du personnel réuni sur le parking par les délégués, il ressort que les propositions sont inacceptables et le personnel vote à l'unanimité la grève avec occupation des locaux du mercredi 9 mai à 22 heures au vendredi 11 mai à 6 heures.

Chez les ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise, la grève est suivie à 99%.

Nous attendons une réponse de la direction qui, nous l'espérons, interviendra rapidement, soit pour solutionner, soit pour durcir le mouvement.

MANUCENTRE A MILLAU (AVEYRON) 34 ouvrières en lutte contre les licenciements

Correspondant

LES 34 ouvrières de l'usine Manucentre de Millau (confection de casquettes militaires) occupent depuis le 21 avril leur entreprise à la suite de l'annonce du licenciement collectif. Ces ouvrières ont déjà un passé de lutte. Leur objectif principal : « Pas un seul licenciement ». Pour cela, pendant l'occupation, elle font leur possible pour populariser leur action et obtenir un large soutien. Elle ont déjà obtenu le soutien des paysans du Larzac, de diverses entreprises locales, etc., ainsi que des camarades aveyronnais du PCML (soutien financier). Elles confectionnent aussi pendant leur lutte des casquettes avec dessus, imprimé Larzac ou Manucentre. C'est une idée originale et qui marche (15 F la casquette).

LE SOUTIEN DU PCML

En engageant la lutte contre les licenciements, vous montrez à toutes les petites entreprises de l'Aveyron à toutes les travailleuses, à tous les travailleurs qui y sont exploités, qu'il est possible, en se battant de façon résolue et unitaire, de se dresser contre l'injustice.

Le Parti communiste marxiste-léniniste et son journal l'Humanité rouge



Pierre Boisgontier à qui l'on refuse son intégration au CNRS pour raisons politiques. Des actions se déroulent en ce moment à Grenoble pour faire sauter cette interdiction professionnelle.

ge vous soutiennent pleinement et tiennent à vous apporter cette modeste contribution financière. Salutations fraternelles

GILARDONI A CORBEIL-ESSONNE

Pour la sauvegarde de l'emploi : grève totale et garde des stocks

Gilardoni, c'est l'ancienne tuilerie et briquetterie du quartier des Tarterêts, bien connu des Corbeillais. Au cours des dernières années, la production de tuiles et briques a été progressivement abandonnée. Les machines n'ont pas été renouvelées. Manque de fonds ? Non. Gillardoni a vendu des dizaines d'hectares de terrain pour la construction de la cité des Tarterêts (10 000 habitants) et le passage de la rocade F6 ; cinq hectares de zone industrielle restent à vendre et cependant aucun investissement n'a été fait.

GILARDONI fait partie d'un groupe, Bohy, qui est actuellement sous règlement judiciaire. Un directeur curateur a été nommé. Ce groupe dépend du Comptoir tuilier du Nord qui, lui, prend les décisions. Maintenant l'usine produit des planchers préfabriqués (pré-dalles). Les effectifs sont passés de 250 salariés en 1976 à 150 en 1978 et à 70 début 1979.

« Le 20 avril, en réunion du comité d'entreprise, la direction annonce des mesures de chômage partiel à partir du mois de mai : un jour par semaine, 32 h par mois !

Pour les mois à venir, la direction envisage l'augmentation du chômage partiel et refuse de donner d'autres explications quant à l'avenir de la poursuite d'activité de l'entreprise.

C'est donc une perte de salaire de 600 à 700 F en moyenne par salarié pour mai, juin, juillet.

Devant l'attitude de la direction, la grève a été votée à l'unanimité pour la sauvegarde de l'emploi et des ajustements de salaire. Aucune information concrète n'ayant été donnée au CE sur la situation financière de l'usine, les délégués demandent une réunion extraordinaire du CE ». (Extrait d'un tract CGT-CFDT).

Une réunion de CE est prévue le mardi 15 mai, mais pas sur ce problème. Depuis le lundi 7 mai, les travailleurs, ouvriers et employés (50 et 20) sont donc en grève complète. Des piquets de jour et de nuit sont organisés par roulement ; car si la grève peut difficilement jouer sur la production, qui est réduite en ce moment, elle a un atout : les stocks, pour une valeur de 40 millions, dont le quart est attendu par les clients pour leurs livraisons de chantier cette semaine. Certains menacent de se fournir ailleurs.

C'est pourquoi les grévistes vigilants organisent aussi les piquets

tout le week-end et ont prévu des renforts immédiats au cas où la direction tenterait un coup de force. Une « barricade » a été dressée devant les stocks. Le standard est tenu.

Les travailleurs ont tenu bon déjà toute une semaine, ont commencé à populariser leur lutte et à collecter sur les marchés. Ils font appel à la solidarité des travailleurs de Corbeil et de sa région.

Les travailleurs sont étroitement unis : ouvriers et employés, Français et immigrés, jeunes et anciens et il y a aussi unité syndicale dans et pour l'action.

C'est la question de leur avenir qui se pose pour les travailleurs de Gilardoni. Une seule réponse possible : la lutte ! Ils l'ont choisie, ils la continuent, soutenons-les.

Correspondant Corbeil après discussion avec les grévistes

BORDEAUX

Contre un licenciement, 600 travailleurs du secteur social dans la rue

Bordeaux, correspondance

A l'appel du syndicat départemental santé-sociaux de la CFDT et du syndicat départemental enfance inadaptée CGT de Gironde, plus de 600 éducateurs et travailleurs sociaux ont manifesté pour soutenir l'action des travailleurs de l'OREAG qui exigent la réintégration immédiate de la sous-directrice de l'IME (Institut médico-éducatif de Nazareth), licenciée par le conseil d'administration de l'OREAG (grosse association bordelaise loi 1901 de l'enfance inadaptée).

RAISON officielle ? Alors qu'elle dirigeait un camp à l'extérieur de l'établissement de montagne, 20 ardoises auraient été cassées sur le toit de la résidence secondaire d'un médecin. Celui-ci a porté plainte auprès du conseil d'administration de l'OREAG qui reproche maintenant à la directrice de ne pas le lui avoir signalé.

Le 26 avril, face au refus de rencontre du conseil d'administration, les travailleurs ont occupé le bureau du directeur de l'IME Nazareth en assurant la sécurité pour les enfants. Suite à cette occupation, il y a eu l'intervention de deux commissaires et de six cars de policiers pour faire sortir les travailleurs et « libérer » le directeur.

Une demande de rencontre avec des responsables de la DDASS s'est terminée par l'exigence de celle-ci que les travailleurs sociaux quittent les locaux.

Face à cela et suite à la manifestation, les sections syndicales CGT et CFDT ont décidé de continuer la lutte jusqu'à la réintégration de la directrice licenciée et appellent tout le secteur social à continuer à apporter son soutien.

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

l'Humanité rouge bimensuelle est parue

l'Humanité Rouge

DUNKERQUE, DENAIN

Le PCML avec les sidérurgistes



Ce numéro comprend un reportage complet des journées de solidarité organisées par le PCML à Dunkerque et Denain, les 29 et 30 avril.

Un dossier réalisé par Claude Lebrun sur l'Erythrée : « La guerre secrète de l'URSS ». Plusieurs pages sont réservées à la récente visite de Giscard en URSS.

Dans sa partie magazine, Frédéric Lachaise a interviewé un réalisateur du festival du cinéma du tiers monde, Pierre Valsa présente « Ecoute s'il pleut », un collectif de chanteurs qui ont une certaine idée de la chanson.

En vente auprès des militants de l'Humanité rouge de votre connaissance.

Dans l'Humanité rouge bimensuelle No 54, une malencontreuse coquille s'est glissée dans le discours de Jacques Jurquet au rassemblement de Dunkerque, le 29 avril. Il faut lire : « Permettez-moi de tirer très sommairement quelques enseignements de ce que nous sommes venus apprendre DES travailleurs » et non « aux travailleurs ».

GARGES (région parisienne)

Les résidents vous ouvrent les portes

A la demande de la Sonacotra, le tribunal de grande instance de Pontoise a condamné les 308 résidents à l'expulsion et à la fermeture du foyer à partir du 1er mai 1979. Les résidents vous ouvrent les portes les 19 et 20 mai au foyer de Garges, 7 rue des prieures.

Au programme : samedi 19 et dimanche 20, 24 h sur 24 : musique et chansons, visite des chambre, théâtre, danses folkloriques, film et montage diapositives, intervention et débat à partir de 16 heures.

ASSOCIATIONS DES AMITIES FRANCO-CHINOISES

17 mai - Châtillon-sous-Bagneux

Au foyer des jeunes travailleurs, 1, rue Jean Richepin, à 20 h 30. Soirée d'amitié franco-chinoise : diaporama : « En Chine, du matin au soir » et débat.

14 au 26 mai - Les Ulis

Au centre Jacques Prévert, place du Berry (face à la mairie) exposition de photos : « La vie quotidienne en Chine ».

29 mai au 2 juin - Corbeil

Maison de quartier de Montconseil : exposition de photos.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boîte postale 61 - Paris Cédex 18.

NOM : Prénom :

Profession :

Adresse complète :

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet

Rédacteur en chef : Jean Quercy

Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson

Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel

L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :

BP : 61 75861 Paris cédex 18

CCP : 30 226-72 D La Source

Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Deufosse

Commission paritaire No 57 952

Distribution NMPP

Imprimerie La Nouvelle

Dépot légal 2ème trimestre 1979

HR : Peux-tu nous expliquer ce qui, dans la pratique syndicale de la fédération, t'a amené à faire une intervention comme celle que tu as présentée au congrès ?

Léon Dion : Notre intervention a voulu montrer tout d'abord, dans une analyse de la situation, la situation concrète vécue par les travailleurs du textile, habillement et cuirs où les branches sont en voie de liquidation, où des branches entières, comme en Lorraine, sont en voie de désertification, où les employeurs récupèrent les avantages acquis par la lutte, comme aux Tissages et Soieries réunies à Annonay où on vient de supprimer le 13e mois. C'est une situation de très bas salaires avec des retards sur la moyenne des salaires de l'ordre de 500 à 600 F mensuels pour de nombreuses travailleuses.

Face à cette situation, des luttes sont menées mais les travailleurs et travailleuses sentent très bien que ce n'est pas par des luttes, entreprise par entreprise, ni branche par branche, qu'ils obtiendront des résultats sur les principales revendications mais bien dans une lutte plus globale par rapport au plein emploi pour tous et toutes, un SMIG à 2 400 F, par rapport à la réduction du temps de travail. Notre intervention parlait donc bien de ses situations vécues et a insisté sur la nécessité d'une riposte toujours plus unitaire des travailleurs.

«Une riposte qui n'est pas à la hauteur»

HR : C'est donc dans ce sens que vous considérez que la proposition confédérale ne répond pas aux besoins actuels.

L. D. : La stratégie de recentrage n'est pas une réponse qui est à la hauteur de la situation et l'on peut dire que les négociations sur l'aménagement du temps de travail, sur l'accord-chômage sont de simples aménagements des conséquences subies par les travailleurs sans remise en cause de cette situation. C'est un élément, je dirai, qui permettrait à la limite la restructuration elle-même.

HR : C'est le point de vue que tu as bien développé dans ton intervention d'hier, n'y revenons pas. Comment le congrès a-t-il été préparé dans votre fédération, tu viens d'y répondre en partie...

L. D. : Le congrès a été préparé à partir du vécu dans les entreprises mais très peu à partir des documents et rapports préparatoires et les débats dans les syndicats ont été surtout à partir du vécu, de l'action menée, des problèmes auxquels les travailleurs ont été confrontés.

La solidarité : importante mais difficile

HR : La solidarité, question très importante actuellement dans les conditions très difficiles de la lutte des travailleurs, quelles initiatives avez-vous prises par rapport à la lutte des sidérurgistes ?

L. D. : Sur l'importance de la solidarité, je pense qu'elle est en effet très importante mais elle est difficile à vivre. Quand nous avons connu le conflit Bousac, justement dans les Vosges, les travailleurs de Bousac ont reproché le manque de soutien des sidérurgistes qui étaient aussi confrontés à la liquidation d'une industrie et, malheureusement, nous rencontrons aujourd'hui les difficultés inverses, c'est-à-dire que les travailleurs de Bousac disent : « On nous a laissé dans la mer-

A PROPOS DE LA POLITIQUE DE RECENTRAGE DE LA CFDT

«C'est un élément qui permettrait, à la limite, la restructuration»

Interview de Léon Dion, secrétaire général de la Fédération Hacuitex

Nous avons rencontré Léon Dion, secrétaire général de la Fédération Hacuitex (habillement, cuir, textile) de la CFDT, après l'intervention critique qu'il a présentée au 38e congrès dans le débat général. Voici l'essentiel de cet entretien qui a porté entre autres sur l'après-congrès.



1978 : La liquidation d'une branche entière : le textile dans les Vosges. (Photo HR).

de quand on y était, on rend un peu la monnaie de la pièce... ». Alors, nous, nous sommes en opposition avec cette position bien sûr, nous faisons le maximum pour développer une solidarité avec les sidérurgistes mais nous retrouvons bien le problème d'une coordination des actions et la nécessité d'une action globale qui permettrait justement cette solidarité dans des actions plus globales contre patronat et gouvernement.

HR : Justement, par rapport à cela, est-ce que tu penses que l'orientation qui est proposée par la confédération, du point de vue de la solidarité, avance des propositions concrètes satisfaisantes ? Est-ce que sa pratique récente a été satisfaisante sur ce point-là ?

La solidarité, ça se construit

L.D. : Les réponses de la CFDT sont insuffisantes par rapport à des problèmes comme la sidérurgie et le textile, parce que, comme je le disais tout à l'heure, ce n'est pas branche par branche que l'on pourra s'opposer à cette nouvelle restructuration en France et comme je le disais, le rapport global ne se décrète pas, il se construit. Mais nos propositions sont insuffisantes à ce niveau-là.

HR : Nous en venons à la question de l'après-congrès. Sachant que c'est très certainement l'orientation proposée par la confédération qui sortira de ce congrès, est-ce que selon toi, elle va régler les problèmes ?

L.D. : A notre avis, il y a deux points essentiels. Un premier point, c'est de ne pas se marginaliser dans l'organisation mais d'être écouté et pour cela, nous devons développer notre pratique syndicale dans les entreprises, ce avec quoi nous avons toujours été d'accord. S'inscrire dans les débats importants de l'organisation (dans des débats de pratique syndicale essentiellement) à savoir quelle politique industrielle, faut-il faire des contre plans, faut-il ne pas en faire, que doivent-ils contenir ? Qu'est-ce que ça signifie pour les travailleurs ? De même des débats importants par rapport aux nouvelles conditions de travail, qui sont faites actuellement de par la restructuration, débats importants sur l'unité d'action, sur la dimension politique de notre action syndicale.

C'est essentiellement se situer dans les débats de la confédération, mais à partir de notre pratique syndicale, et ne pas le poser en des termes politiques et trop théoriques.

La deuxième bagarre dans l'organisation, c'est au niveau des structures et du fonctionnement de notre organisation, où en 1970, on avait voté la collégialité dans la direction, et nous constatons qu'on en est arrivé à une direction très personnalisée.

Il y a un problème de fonctionnement des structures. En fait, c'est la commission exécutive qui dirige en laissant peu de place pour le bureau national et le conseil national. Nous aurons là également à mener la bagarre pour une modification des structures permettant le développement de cette action syndicale. D'ailleurs, on peut constater que souvent les déclarations du secrétaire général ont été faites en direction de l'opinion publique, du patronat du gouvernement, mais rarement en direction des travailleurs.

Les travailleurs ne se retrouvent pas et ne trouvent pas de perspectives dans les interventions ou les réponses faites par le secrétaire général et ça ne favorise pas non plus le développement de l'action.